

CHARTRE D'ENGAGEMENT DE L'AVOCAT

L'Ordre des Avocats du Barreau de Paris est engagé depuis des années en faveur de l'accès au droit des plus démunis. En 2013, il crée le « Fonds de dotation Barreau de Paris Solidarité », qui a pour objet de soutenir, promouvoir ou réaliser toute action d'intérêt général en France et à l'étranger, dans le domaine juridique, culturel et social, pour développer notamment l'accès au droit, la culture juridique, le droit humanitaire, le respect de la personne, la protection de l'environnement.

Il s'adresse au public fragilisé par l'accès à des consultations gratuites assurées bénévolement par des avocats parisiens et aux membres du barreau de Paris qui souhaitent s'engager dans des actions solidaires. Les permanences juridiques proposées sont gratuites et confidentielles et assurent une information sur les droits et obligations des usagers.

PRINCIPES GENERAUX D'ACTION

La vulnérabilité des personnes rencontrées dans le cadre des permanences juridiques gratuites organisées par le Fonds de dotation appellent à un strict respect du cadre d'intervention, des règles déontologiques et une exigence professionnelle constante de la part des intervenants bénévoles.

L'intervention des avocats est **bénévole** et **ne peut donc en aucun cas donner lieu à facturation d'honoraires, ni durant la permanence, ni dans le cadre d'un éventuel suivi de dossier***. Les avocats bénévoles ne peuvent par ailleurs transmettre directement leurs coordonnées aux usagers reçus, ni ceux d'autres confrères.

Ils peuvent toutefois, si un droit de suite leur est accordé par le Bâtonnier **conformément aux règles du droit de suite** (article 40.4 du Règlement intérieur), prendre en charge le justiciable reçu en permanence **dans le cadre des conditions de l'aide juridictionnelle**.

La demande écrite de l'utilisateur sera remise à l'avocat lors de la permanence, ou transmise, ultérieurement, à la coordination du Fonds.

Les avocats bénévoles ne sauraient s'exprimer publiquement au nom de l'association, ni de l'Ordre des Avocats du Barreau de Paris ou du « Fonds Barreau de Paris Solidarité ».

* Dans l'hypothèse où un justiciable ne serait pas éligible à l'aide juridictionnelle en raison de ressources trop élevées, l'avocat a la possibilité de solliciter, dans le cadre de sa demande de droit de suite, une dérogation pour que la prise en charge ne soit pas bénévole.

LES PERMANENCES

L'avocat assure son entretien dans les lieux de permanences mis en place au sein des établissements partenaires et du Bus de la Solidarité. Le lieu de permanence devra permettre d'assurer la **confidentialité** des échanges.

En cas d'impossibilité d'honorer le rendez-vous prévu en permanence avec l'utilisateur, l'avocat bénévole en informera **dans un délai raisonnable** la/le coordinatrice/teur du Pôle d'avocats, qui en informera immédiatement le responsable de la permanence. L'avocat arrivera par ailleurs à l'heure où la permanence doit commencer.

Ne peuvent être intégrés dans les avocats bénévoles que ceux ayant signé cette Charte et s'engageant à la respecter.

Fait à

Le